Union SUD Transports
17 Boulevard de la Liberation
93200 Saint-Denis
ust.sud.transports@gmail.com

Lutter aujourd'hui et transformer la société contre la prédation de la logistique capitaliste

L'organisation mondialisée de la production et de la consommation, qui recherche les conditions sociales et environnementales les moins contraignantes dans une logique de dumping social sur les travailleurs de tous les pays, repose sur des transports multipliés à bas coûts, tant pour les marchandises (trafic international de containers en croissance constante) que pour les voyageurs (tourisme de masse d'un côté et clientèle d'affaire de l'autre). Tout cela basé sur une optimisation du système logistique basé sur le juste-à-temps et le zéro-stock. Ces bas coûts s'obtiennent par le dumping social énergétique, environnemental et sur l'exploitation des travailleurs. Ces conditions d'exploitations font supporter aux populations les conséquences en matière de pauvreté, de santé, de pollutions, de bouleversement du climat, et de destructions des grands équilibres du « système terre ».

A l'échelle française, la politique des transports traduit ces choix d'organisation : sur les 30 dernières années, La route a bénéficié de 351 milliards d'euros d'investissements d'infrastructures, soit 2/3 des dépenses consacrées aux transports, le train a dû se contenter de 18%, les transports collectifs urbain/périurbain (Métro, RER, tram) 10 %, et le maritime 7,7%.

Face à ces choix persistants qui accélèrent la survenue de catastrophes écologiques et sociales (extrême pauvreté et migrations), l'Union SUD Transports doit jouer un rôle encore plus central dans les réflexions et actions concernant la crise écologique.

Nous ne pouvons pas abandonner la nécessité d'avoir une politique des transports et de la distribution logistique radicalement nouvelle qui réponde aux besoins des populations, garantisse des conditions sociales correctes aux salariés et participe au maintien ou à l'instauration d'une qualité de vie satisfaisante. Si certaines activités polluantes ou inutiles doivent décroître, d'autres doivent être développées pour satisfaire des besoins sociaux et écologiques. Le rail notamment, en tant que mode de transport le plus vertueux doit retrouver la part de trafic plus élevée qui correspond à ses atouts environnementaux.

Nous devons travailler à reconstruire des alliances avec les collectifs et associations, face au chaos climatique programmé. Partageons plus largement nos analyses sur la question du transport dans toutes ses composantes, du réaménagement, de l'environnement, du travail à tous les niveaux du territoire pour exiger un changement de logique et des mesures immédiates de réinvestissements et de réembauches massifs. Pour amplifier cette dynamique au sein de notre structure syndicale, nous devons procéder à un état des lieux de l'outil de production pour les différents modes de transport et
de distribution.

Mener ces luttes à l'échelle de la Branche des transports et de la logistique est nécessaire pour contrer la

mise en concurrence des salarié-es. En convergence avec les mouvements sociaux, les collectifs qui expriment cette nécessité d'une autre gestion des énergies, des transports et de la distribution, des services publics, nous pourrons porter la revendication des services publics essentiels et gratuits pour l'usager.

Ces deux dernières décennies, c'est presque 1 millions d'hectares de terres agricoles et d'espaces naturels qui ont disparus, la moitié étant goudronnée pour construire des routes, des parkings ou des zones industrielles et commerciales. Le réseau routier français, le plus important d'Europe, continue de s'étendre avec 1 079 072 kilomètres de route contre seulement 27 057 kilomètres de voies ferrées. La casse du fret ferroviaire public orchestrée par les gouvernements successifs et en ce moment même par la Commission Européenne vont encore réduire la part modale du ferroviaire (déjà divisé par 2 en 20 ans) et jeter des millions de camions supplémentaires sur les routes alors que le transport routier est responsable de 31% de la production de CO^2 dont les émissions n'ont toujours pas entamé de baisse par rapport à leur niveau de 1990.

Depuis deux ans, la coalition « La déroute des routes » fédère 47 collectifs régionaux pour résister partout en France à la logique du tout routier et à l'artificialisation des sols. Cette année, le festival« Des bâtons dans les roues » a mobilisé 4000 personnes pour épargner 520 hectares de forêts et de terres agricoles menacées par le grand projet inutile de contournement Est de Rouen.

Ailleurs dans le Tarn, c'est l'autre grand projet inutile de l'autoroute A69 entre Toulouse et Castres qui entend dépenser un demi-milliard d'euros pour gagner 15 minutes de trajet alors qu'une ligne TER relie les 2 agglomérations et qu'un projet alternatif de valorisation de la RN 126 est opposé.

À Dunkerque, l'autorité environnementale a récemment retoqué le projet Cap 2020 qui projetait d'artificialiser 500 hectares de terres agricoles pour agrandir le grand port maritime pour mieux concurrencer son voisin havrais.

L'Union SUD Transports et notamment sa Fédération SUD-Rail partenaire de l'Alliance Écologique et Sociale (AES) s'engagent également pour orienter les investissements ferroviaires, massifs et nécessaires, vers la modernisation des lignes existantes plutôt que par la construction de grands projets inutiles et écocides comme le GPSO entre Bordeaux, Toulouse et Dax ainsi que le projet du Lyon Turin alors que des solutions alternatives bien moins coûteuses et beaucoup plus pertinentes socialement et écologiquement existent.

Le projet « Greendock » de gigantesque plateforme logistique à Gennevilliers participe à cette prédation du pouvoir logistique et capitaliste sur la nature, au détriment des véritables besoins sociaux. Le monstre de 600 mètres de long sur 30 mètres de haut aux abords d'une zone Natura 2000 est-il indispensable alors qu'il n'est prévu aucune connexion ferroviaire au site pourtant proche de la ligne Paris-Le Havre et que la revalorisation de structures voisines laissées à l'abandon suffirait largement à répondre aux besoins.

C'est pourquoi l'Union SUD Transports milite pour la réappropriation et la gestion directe de l'économie, c'est-à-dire concrètement l'instauration – au niveau de l'entreprise – d'un type de rapports sociaux égalitaire, où chaque travailleur-euse se sent concerné par l'activité de l'ensemble et retrouve, par sa libre insertion dans la collectivité, la maîtrise sur la nature, la destination, l'organisation de son travail. C'est bien à celles et ceux qui produisent les richesses et les services de décider de quoi produire, combien et comment.

C'est donc à partir de la réalité d'aujourd'hui qu'il nous faut réfléchir sur l'autogestion possible de demain, garder comme fil conducteur la planification démocratique et la socialisation des moyens de production et d'échanges. Un demain qui peut sembler très lointain ou même utopique mais qui ne doit pas être abandonné dans nos analyses, revendications ou expressions syndicales. Soyons force de proposition sur le projet social, sociétal et démocratique que nous voulons construire.

Union SUD Transports
Février 2024